



REPUBLIQUE DU NIGER

RESUME EXECUTIF

EVALUATION DE LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES (Ruraux et Urbain) (Décembre 2011)

Résultats préliminaires

INTRODUCTION

Au Niger, les productions agropastorales sont fortement dépendantes de la variabilité spatio-temporelle des précipitations, et des ennemis des cultures.

Plus récemment en 2005 et en 2009 il a été confronté à des graves crises alimentaires et pastorales des sécheresses et des attaques des ennemis de cultures (invasion acridienne, en 2005) corrélés avec une flambée des prix des principales céréales consommées (mil, sorgho, maïs et riz). Ces différents chocs récurrents fragilisent la résilience des ménages.

Pour mieux anticiper la situation de vulnérabilité des populations suite à cette campagne agropastorale dont les résultats obtenus suscitent beaucoup d'inquiétudes, le Gouvernement, avec l'appui des partenaires techniques et



financiers, a mené une enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages.

Comme celle de janvier 2011, cette enquête conjointe sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, vu les caractéristiques spécifiques et l'expansion de la population urbaine, s'est intéressée aussi à l'insécurité alimentaire en milieu urbain.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Niger et ses partenaires notamment le PAM, l'Union Européenne, la FAO, le FEWS Net, le PNUD et le CILSS ont convenu de mener conjointement, en Novembre 2011, une évaluation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains.

L'objectif global de cette *enquête* est ***d'évaluer et de caractériser la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieux urbain et rural, et de dégager les perspectives alimentaires pour les prochains mois pour l'ensemble du pays en général. Elle vise également à mieux asseoir le diagnostic.***

Les principaux résultats attendus de cette enquête sont :

- La situation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieux urbain et rural est évaluée, et des profils d'insécurité alimentaire, indiquant le degré de sévérité, les caractéristiques et les chiffres par catégories sont générés ;
- Des critères pour améliorer le ciblage dans la mise en œuvre des actions d'atténuation du DNP-GCA (Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires) sont identifiés notamment pour la population urbaine;
- Les informations sur les zones de suivi permanent et du suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle notamment en milieu urbain sont compléter et mises à jour ;
- Les départements vulnérables sont identifiés et le niveau de vulnérabilité de la ville de Niamey, des Chefs lieux de régions et des Centres urbains d'Agadez sont établis. Des décisions sont prises pour un suivi de la vulnérabilité alimentaire des ménages en milieux urbain et rural.

L'enquête a porté sur un échantillon de 9000 ménages en milieu rural et 1940 ménages en milieu urbain. L'échantillon rural est représentatif aux niveaux départemental, régional et national. L'échantillon urbain est quant à lui représentatif au niveau de 3 strates (Niamey ; Agadez ; Dosso/Tahoua/Maradi/Zinder/Diffa/Tillabéri). Le milieu rural de la région d'Agadez n'a pas été couvert par l'enquête.

COMBIEN DE MENAGES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Les résultats de l'enquête indiquent que **34.9%** des ménages du Niger, **soit 5.458.871 personnes** sont dans une situation d'insécurité alimentaire dont **8.5%** sont en insécurité alimentaire « **sévère** », **soit 1.324.435 personnes**. Elles disposent, dans leur majorité ni de stock alimentaire, ni du bétail et mettent en œuvre actuellement plusieurs stratégies de survie. On note que **26,4%** sont en insécurité alimentaire « **modéré** », **soit 4.134.436 personnes**.

Il faut aussi noter que **23,1%**, soit **3.622.956 personnes** sont classés « **A risque** » c'est-à-dire en sécurité alimentaire fragile susceptibles de basculer avant les prochaines récoltes.

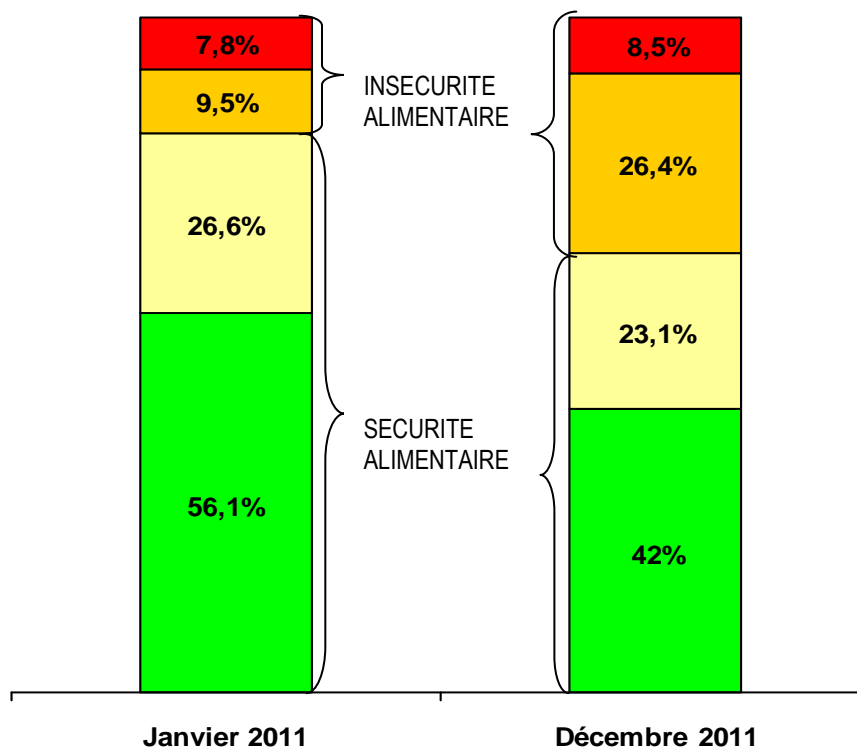
En milieu rural ce sont **32,1%** des ménages, **soit 4 268 505 personnes** qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire dont **6.3%** sont en insécurité alimentaire « **sévère** », **soit 838 476 personnes** et **25,8%** sont en insécurité alimentaire « **modéré** », **soit 3 430 029 personnes**.

25,9%, **soit 3.447.325** sont « **A risque** » c'est-à-dire dans une sécurité alimentaire fragile.

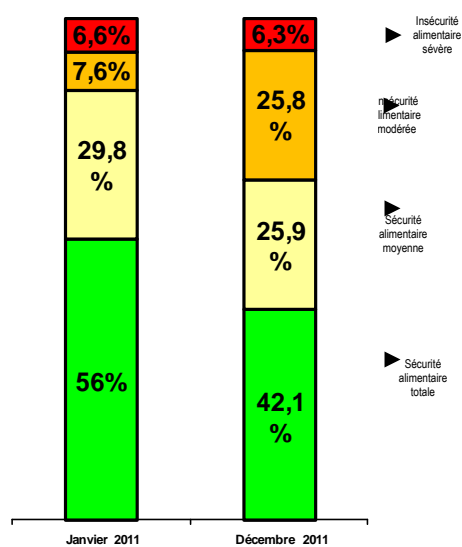
En milieu urbain ce sont **50,9%** des ménages, **soit 1.190.366 personnes** qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire dont **20.8%** sont en insécurité alimentaire « **sévère** », **soit 485.959 personnes** et **30,1%** sont en insécurité alimentaire « **modéré** », **soit 704.407 personnes**.

7,5%, **soit 175 631 personnes** sont classés « **A risque** » c'est-à-dire dans une sécurité alimentaire précaire qui pourrait se détériorer.

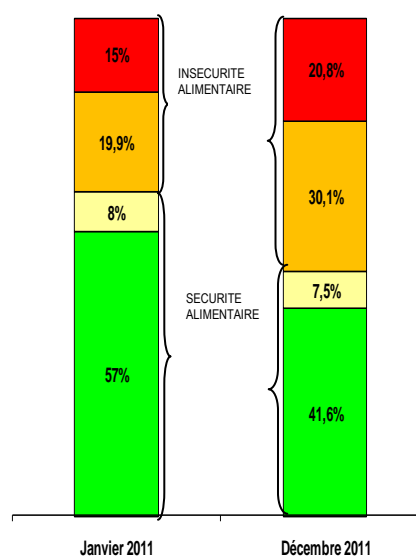
NIGER



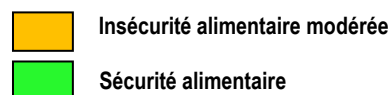
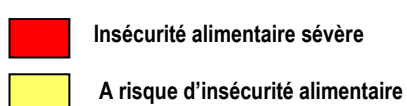
MILIEU RURAL



MILIEU URBAIN



Légende



Comparés à Janvier 2011, ces résultats indiquent globalement comme le montre ces graphiques que la situation alimentaire des ménages s'est détériorée aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet l'insécurité alimentaire (**sévère et modérée**) affectait globalement **17,3%** des ménages (**2 620 770 personnes**) dont **7,8%** de ménages **sévères** (**1 185 233 personnes**) et **9,5%** de ménages **modérées** (**1 435 537 personnes**).

QUI SONT LES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Les ménages sont en insécurité alimentaire en raison de leur faible capacité de résilience face aux déficits céréalier et pastoral.

Environ 91% des ménages consacrent plus de 60% de leurs revenus à la nourriture. Les ménages en insécurité alimentaire sont ceux qui détiennent en plus peu de stock ou de réserves alimentaires nécessaires pour couvrir leurs besoins alimentaires durant l'année. En effet, 76,9% des ménages classés « Sévères » et 50,8% de ceux classés en « modérés » avaient au plus 1 mois de couverture des besoins. Ces ménages en insécurité alimentaire sont donc les plus exposés aux risques d'une flambée des prix sur les marchés de produits alimentaires.

Les ménages en insécurité alimentaires ne possèdent pas assez d'animaux (38,6% des sévères et 22% des modérés n'ont en moyenne aucun UBT). Ces ménages ont développé beaucoup de stratégies extrêmes de survie. En effet 82% des ménages en insécurité alimentaire sévère et 24,2% des modérés ont un indice de stratégies d'adaptation (coping strategy index) supérieur à 14 qui était le niveau de pic observé pendant la crise alimentaire de 2010. Ce sont surtout ceux qui s'adonnent aux travaux précaires notamment les travaux journaliers, la vente de bois et paille, la mendicité, les métiers d'artisanat (menuisier, maçons, forgeron).

OÙ SONT LOCALISEES LES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Les régions où on a observé les plus fortes proportions de ménages en insécurité alimentaire sévère sont : Tahoua (8,6%) ; Tillabéri (8,5%) ; Niamey périphérie (7,3%) et Maradi (6,7%).

En outre, les proportions de ménages en insécurité alimentaire (sévère + modéré) les plus élevées sont principalement enregistrées dans les régions de Zinder (35,8%), de Tillabéri (35,2%), de Diffa (34,1%) et de Tahoua (33,8%). Suivent ensuite celles de Niamey périphérie (29,3%), de Maradi (27,9%) et de Dosso (26,5%).

Tableau 1: Insécurité alimentaire en milieu rural par région

Région	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité		Pop total
	%	Pop		Pop		Pop		Pop	
Diffa	5,6%	30971	28,5%	156515	23,2%	127627	42,7%	234976	550089
Dosso	3,6%	73240	22,9%	461216	26,5%	534055	47,0%	946145	2014656
Maradi	6,7%	196139	21,2%	619951	25,4%	745487	46,7%	1368134	2929711
Tahoua	8,6%	226377	25,2%	665121	25,9%	682161	40,3%	1062659	2636318
Tillabéri	8,5%	213698	26,7%	675316	27,0%	682266	37,8%	956571	2527851
Zinder	3,7%	96740	32,1%	847953	25,5%	672167	38,7%	1022153	2639013
Niamey périphérie	7,3%	1311	22,0%	3957	19,8%	3562	51,0%	9196	18026
Niger rural	6,3%	838476	25,8%	3430029	25,9%	3447325	42,1%	5599834	13315664

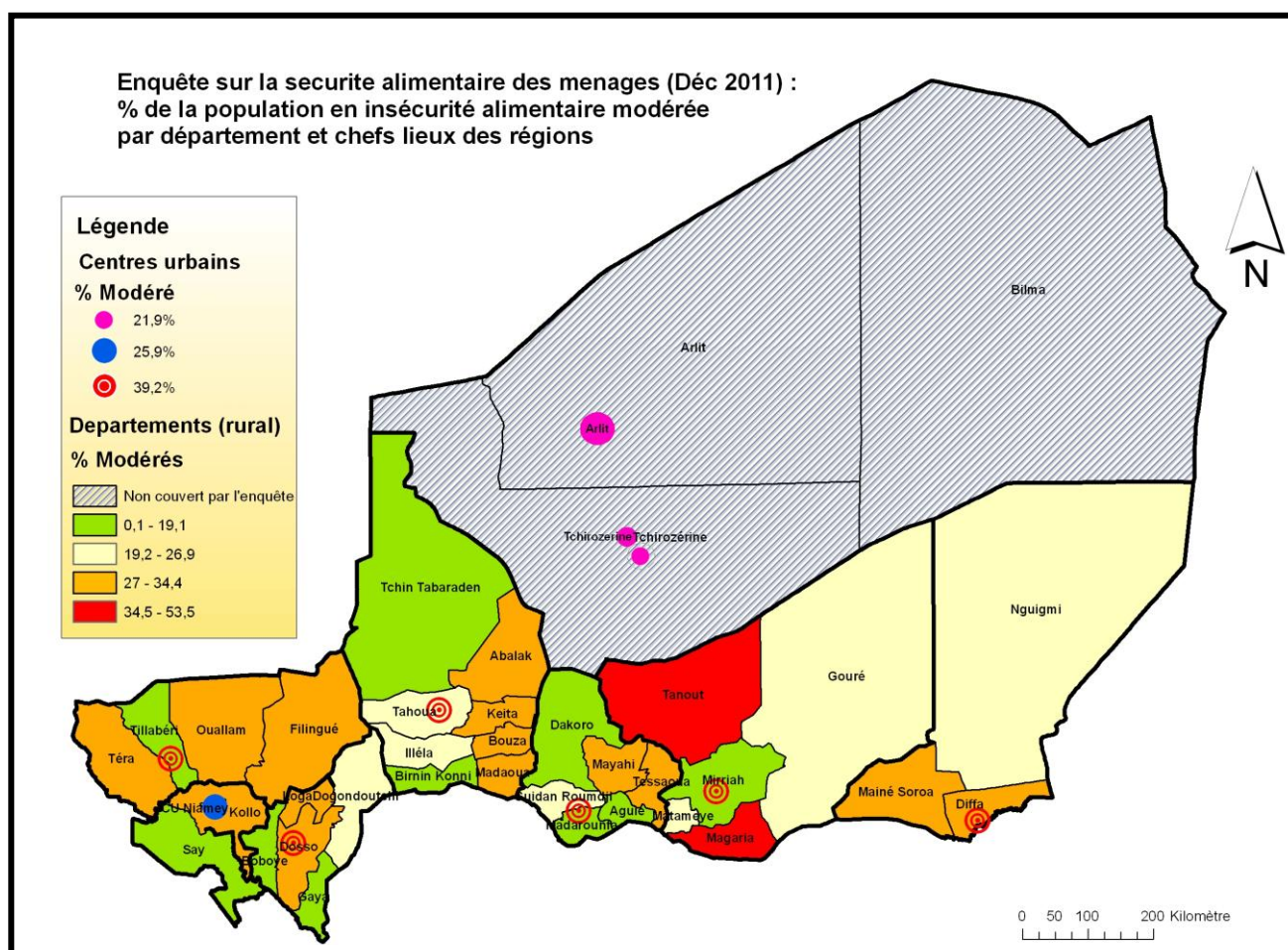
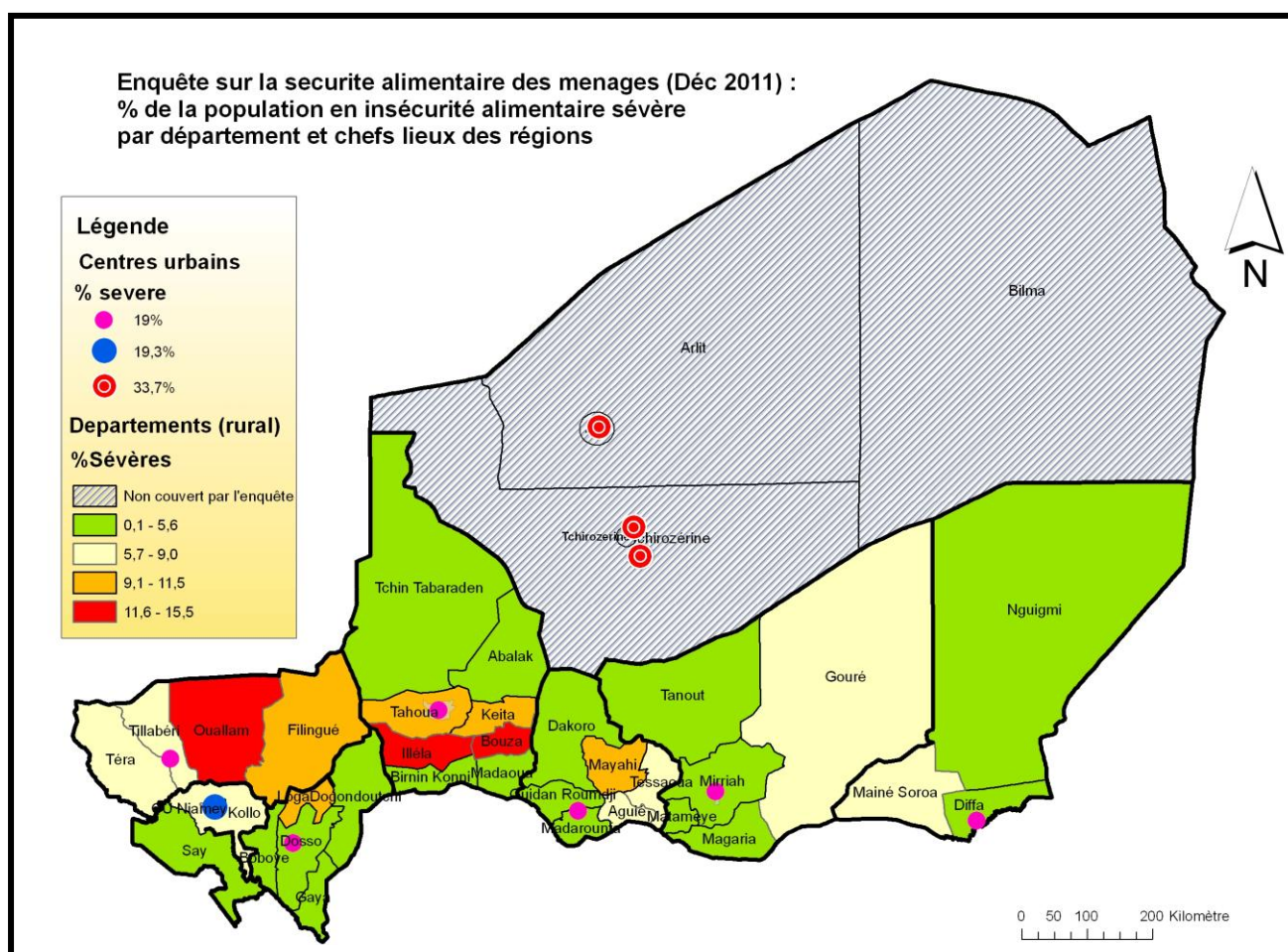
Suivant les départements, les plus fortes proportions de ménages en insécurité alimentaire sévère sont observées à : Illela (15,5%) ; Bouza (13,6%) Ouallam (13,1%) Mayahi (11,5%) Keita (10,6%) Tahoua (9,9%) Filingué (9,6%) Loga (9,5%) Tessaoua (9,0%) Mainé-soroa (8,8%) Téra (8,7%) Kollo (8,3%) Tillabéri (8,3%) Niamey périphérie (7,3%) Gouré (7,2%) Aguié (6,6%).

Les départements dans lesquels on a relevé les proportions de ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée les plus élevées sont : Tanout (57,0%) Bouza (47,3%) Loga (43,9%) Magaria (42,7%) Téra (41,1%) Filingué (40,8%) Ouallam (40,6%) Keita (40,6%) Kollo (40,5%) Mayahi (39,9%) Illéla (38,9%) Mainé-soroa (38,1%) Tahoua (36,8%) Tessaoua (36,6%) Abalak (35,0%) Diffa (34,6%) Dosso (32,6%)

Tableau 2: Insécurité alimentaire en milieu rural par département

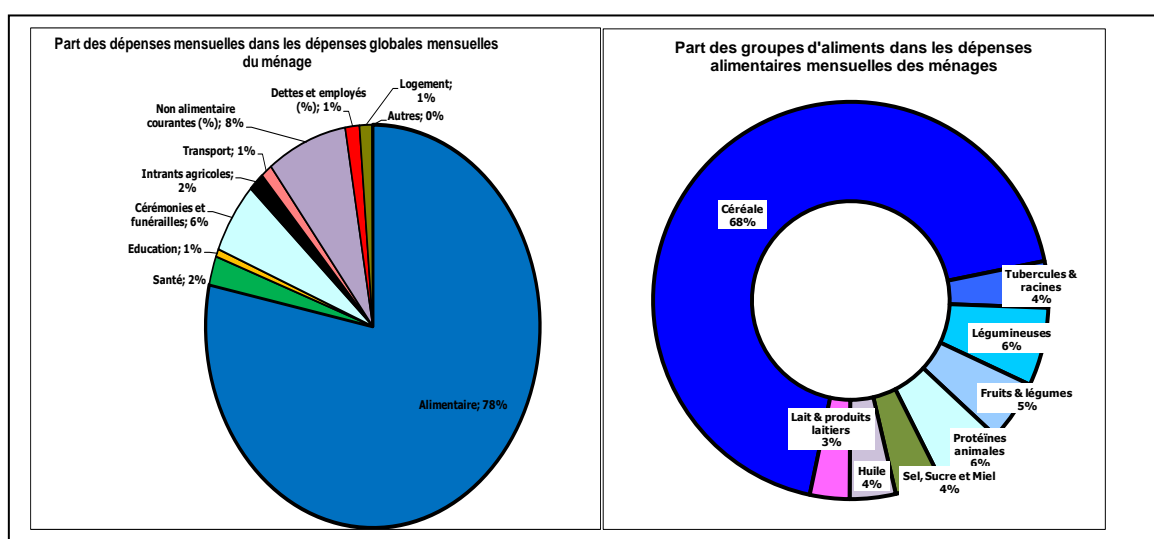
Département	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité		Pop total
	%	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop	
Diffa	5,0%	10775	29,6%	64168	20,4%	44390	45,0%	97752	217085
Mainé-soroa	8,8%	18067	29,3%	60110	29,3%	59983	32,6%	66800	204960
Nguigmi	1,7%	2129	25,2%	32237	18,2%	23254	55,0%	70424	128044
Dosso	1,4%	5806	31,2%	126931	31,6%	128500	35,7%	145268	406505
Boboye	4,4%	16327	16,2%	60631	19,8%	73904	59,6%	222935	373797
Doutchi	4,2%	28458	21,0%	143536	29,5%	201386	45,3%	309385	682765
Gaya	1,0%	3455	17,4%	60969	23,2%	81374	58,4%	204660	350458
Loga	9,5%	19194	34,4%	69149	24,3%	48891	31,8%	63897	201131
Madarounfa	5,2%	21162	15,4%	62901	21,4%	86946	58,0%	236148	407157
Aguié	6,6%	25489	19,1%	73448	32,6%	125772	41,7%	160519	385228
Dakoro	4,2%	25596	12,9%	78271	20,5%	123999	62,4%	377910	605776
Guidan-roumdji	3,5%	17791	23,2%	117206	24,1%	121506	49,2%	248034	504537
Mayahi	11,5%	63127	28,4%	155510	27,2%	148856	32,8%	179634	547127

Tessaoua	9,0%	42974	27,6%	132615	28,8%	138408	34,6%	165889	479886
Tahoua	9,9%	37366	26,9%	101469	25,9%	97790	37,3%	140704	377329
Abalak	5,3%	5922	29,7%	33305	24,0%	26889	41,0%	46007	112123
Konni	5,6%	28347	12,5%	63054	28,6%	144243	53,4%	269508	505152
Bouza	13,6%	54931	33,7%	135553	26,9%	108422	25,8%	103785	402691
Illéla	15,5%	56821	23,4%	86007	32,4%	118882	28,7%	105378	367088
Keita	10,6%	32238	30,0%	90952	36,6%	110961	22,7%	68810	302961
Madaoua	1,1%	4701	30,7%	136736	9,4%	41903	58,8%	261357	444697
Tchintabaraden	4,9%	6051	14,5%	18045	26,6%	33071	54,0%	67110	124277
Tillabéri	8,3%	20471	14,6%	35882	34,3%	84250	42,8%	105088	245691
Filingué	9,6%	53069	31,2%	173395	33,4%	185592	25,8%	143516	555572
Kollo	8,3%	37002	32,2%	143247	28,4%	126239	31,1%	138224	444712
Ouallam	13,1%	50402	27,5%	105894	27,2%	104728	32,3%	124606	385630
Say	,7%	2381	9,5%	30262	15,7%	49992	74,0%	235395	318030
Téra	8,7%	50373	32,4%	188402	22,8%	132937	36,1%	210418	582130
Mirriah	4,2%	33724	18,6%	148597	20,5%	163847	56,7%	453858	800026
Gouré	7,2%	22753	23,6%	74921	29,0%	92049	40,2%	127805	317528
Magaria	2,3%	16053	40,4%	281274	40,4%	281794	16,9%	117789	696910
Matameye	2,2%	7581	25,2%	87014	15,2%	52416	57,5%	198549	345560
Tanout	3,5%	16629	53,5%	254381	17,0%	80589	26,0%	123476	475075
Niamey périphérie	7,3%	1311	22,0%	3957	19,8%	3562	51,0%	9196	18026
Niger rural	6,3%	83847 6	25,8%	3430029	25,9%	3447325	42,1%	5599834	13315664

Carte 1: Insécurité alimentaire en milieu rural par département

QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Selon les résultats de l'enquête, les populations rurales en insécurité alimentaire sévère (838.476 personnes) disposent de moins d'un mois de stock alimentaire en moyenne. Celles en insécurité alimentaire modéré (3.430.029 personnes) disposent en moyenne de 1 mois et demi. De même, en moyenne 78.3% des revenus des ménages sont consacrés aux dépenses alimentaires. Dans ce contexte les marchés vont jouer un rôle primordial dans la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Selon les prévisions des systèmes d'information sur les marchés agricoles et à bétail du Niger, on pourrait s'attendre à une hausse des prix des céréales sèches due à une diminution de l'offre locale.



Ce graphique montre que 78,3% des dépenses globales des ménages sont consacrés à l'alimentation et que 68% de ces dépenses sont utilisés dans l'achat des céréales.

RECOMMANDATIONS

Les perspectives alimentaires dans les prochains mois dépendront essentiellement de l'évolution des prix des denrées alimentaires sur les marchés. Une poursuite de la hausse des prix limiterait l'accès des ménages surtout en insécurité alimentaire sévère et modérée à la nourriture au moment où les stocks domestiques seraient épuisés. La période de soudure risquerait dans ce cas d'être particulièrement difficile avec des conséquences néfastes sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans.

En référence au Plan National de Contingence « Volet Sécurité Alimentaire », ce niveau d'insécurité alimentaire correspond au SCENARIO 1 « situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle modérée » avec des signes se rapprochant au SCENARIO 2 « situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle critique ».

Le scénario 1 traduit un premier niveau de détérioration de la situation alimentaire et/ou nutritionnelle et nécessite la mise en œuvre d'actions d'atténuation de crises alimentaires localisées. Il doit conduire à la mise en œuvre d'activités de suivi de la situation et d'actions d'atténuation.

Le scénario 2 traduit un deuxième niveau de détérioration de la situation alimentaire et/ou nutritionnelle. Il représente une situation de crise grave. Un plus grand nombre de personnes sont affectées plus durement par l'insécurité alimentaire. Il nécessite la mise en œuvre d'actions d'atténuation et d'assistance de plus grande envergure.

Une attention particulière doit être accordée aux paramètres du marché. Le suivi rapproché de la situation alimentaire et des marchés transfrontaliers doit se poursuivre.

Recommandations	Périodes	Acteurs
1. Réunion du comité national de prévention et de gestion des crises alimentaires pour partager les résultats de l'enquête	Janvier 2012	Gouvernement
2. Actualiser et accélérer la mise en œuvre du plan de soutien aux populations vulnérables	Janvier 2012	Gouvernement et partenaires
3. Suivi rapproché de la situation alimentaire et nutritionnelle	Janvier à Octobre 2012	Gouvernement et partenaires
4. Renforcer les capacités opérationnelles des acteurs notamment les CSR /CR de prévention et de gestion des crises alimentaires	Continue	Gouvernement et partenaires